

FAIR GRANTS INVESTIGATIONS 2007

# Les partenariats 'élites locaux – compagnies étrangères' ont vidé la mer en Namibie

JOHN GROBLER

# Enfants sorciers et infanticide rituelle au Benin

PAR GÉRARD GUEDEGBE



## À propos des **PETITES BOURSES FAIR**

**E**n 2007, le Forum des Journalistes Africains d'Investigation (FAIR) avait livré deux bourses aux journalistes Africains d'investigation afin de leur permettre de mener des enquêtes qu'ils n'auraient pas pu réaliser autrement. Entre vos mains repose maintenant le résultat de ces bourses.

John Grobler, de la Namibie, l'un de deux bénéficiaires, a, grâce à ce financement, porté au grand jour le cas troublant de surexploitation des ressources marines de son pays. Une difformité héritée de la période coloniale, mais que la nouvelle élite Namibienne en a fait sienne. Gérard Guèdègbé, l'autre bénéficiaire, quant à lui, a pénétré les recoins les plus perdus de son pays, le Bénin, pour reporter sur des communautés de ce pays qui traditionnellement ont tué ses nouveaux-nés handicapés.

Sans fausse modestie, il est une évidence que, sans les bourses FAIR, ces reportages n'auraient pas été réalisés, ni publiés. Car, embûches, partout au monde, se dressent sur le chemin des journalistes qui 'visent plus haut et fouillent plus profond': le manque du soutien des rédactions, du temps et des ressources. En ce qui concerne les journalistes Africains, ces obstacles sont souvent insurmontables.

Comme objectif principal, FAIR se fixe le devoir d'améliorer la qual-

ité du journalisme d'investigation pour l'intérêt du public Africain. C'est ainsi que, dans ses directives concernant les bourses, FAIR avait exigé que les reportages qui en résulteraient, soient publiés dans les pays d'origine des bénéficiaires gagnants, ainsi que par FAIR. Les bénéficiaires de l'édition 2007 ont pu satisfaire à ce critère. Au Bénin, où les communautés au sujet desquelles Gérard Guèdègbé a fait son reportage vivent dans les conditions d'isolation où l'accès aux journaux est un autre défi, l'investigation a pris une autre dimension. Depuis sa publication, plusieurs émissions des radios communautaires se sont basées sur ce reportage pour mettre fin à la loi du silence qui entourait ce rite macabre. En Namibie, le prestigieux journal 'Le Namibien' se prépare de publier les résultats inquiétants de la recherche de Grobler.

FAIR a le plaisir d'annoncer que, en 2008, un certain nombre de nouvelles investigations soutenues par ses bourses sera réalisé. Ainsi donc, gardez l'œil sur la rubrique 'bourses' FAIR que vous trouvez sur son site web [www.fairreporters.org](http://www.fairreporters.org).

*FAIR, Février 2008*

**[www.fairreporters.org](http://www.fairreporters.org)**

**SALUT ET ENCORE MERCI POUR LE POISSON**

# Les partenariats 'élites locaux – compagnies étrangères' ont vidé la mer en Namibie

JOHN GROBLER



**DANS LA PREMIÈRE SEMAINE DE NOVEMBRE 2007, UN GRAND ÉMOI TRAVERSA LA NAMIBIE QUAND, TOUT D'UN COUP, LE MINISTÈRE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE RAPPELA AU PORT, POUR DES INSPECTIONS OBLIGATOIRES, TOUTE LA FLOTTE DE LA PÊCHE DE CARANGUE: LA FLOTTE NAMIBIENNE LA PLUS GRANDE EN VOLUME.**

Après quelques jours et en fonction de l'Article 52 de l'Acte de l'Aquaculture de 2002, des avis ont été délivrés aux quinze vaisseaux, des chalutiers frigorifiques en majorité, qui opèrent grâce à un accord d'association avec les deux plus grandes compagnies de la pêche de carangue: Namsov et Erongo Fishing. Contrairement au reste de la flotte Namibienne, les navires spécialisés dans la pêche de carangue ont une particularité commune: d'origine Russe pour la plupart, ces vaisseaux naviguent sous l'égide des soi-disant Drapeaux de Convenance (Flags of Convenience, FOC) et sont enregistrés auprès des Ports de Convenance, comme ceux de St-Vincent-et-Grenadines, l'île Maurice et Belize.

Même si à l'heure de la préparation de ce reportage, le Ministère avait refusé de faire un commentaire ou de confirmer que toute la flottille avait été rappelé pour des inspections obligatoires et que le moment allait arriver où les coupables allaient être inculpés, un fort constat est, cependant, fait sur le terrain. Depuis un bon moment, des allégations font état d'un surplus de pêche orchestré par la flottille Russe qui inonde ce secteur. Qui pis est, les réserves de carangue sont tout d'un coup et précipitamment tombés à des niveaux pareils qu'avant l'indépendance. Ce qui donne place à la spéculation que ces vaisseaux à charte dépassent leurs quotas ou encore pêchent au-delà de la courbe limite de 200 mètres, c'est-à-dire dans les eaux peu profondes, tanières des jeunes poissons qui attendent la maturation pour les eaux profondes.

Il est peut-être déjà trop tard de pouvoir réparer les dommages. Les partenariats BEE1 de l'industrie locale et des associées étrangères (surtout Russe et Espagnole), ajoutés au pillage et à la déplétion de la mer Namibienne commencés depuis la colonisation, ne laissent actuellement, peut-être, aucune possible d'y remédier.

1 (Black Economic Empowerment, la politique de donner plus de pouvoir économique aux noirs, autrefois défavorisés)

C'est qui est certain, cette dernière mesure d'inspection obligatoire aura des grandes répercussions sur cette industrie déjà en difficulté, ainsi des conséquences sur le plan politique. En effet, comme son nom l'indique, Namsov est une association Namibienne-Russe qui avait reçu une bénédiction personnelle de l'ancien président Namibien, Sam Nujoma et de son homologue Russe Vladimir Putin.

Bien que le directeur général de Namsov, Jan Arnold, et porte-parole du secteur, Kalie Jacobs d'Erongo, ont tous deux refusé de faire publiquement des commentaires sur les accusations spécifiques qui sont portées, il est évident que les inspecteurs du ministère se sont, quant à eux, focalisés sur l'allégation des *changements* illégaux opérés à bord de ces navires pour se débarrasser de surplus de poisson, sous prétexte de vider les poubelles.

L'industrie a fortement nié avoir fait quoi que ce soit d'illégal. Cependant, les questions se posent toujours – surtout après que l'un des chalutiers Russes, Kiefskya Rus, se soit enfui en nuitamment le 11 novembre dernier. Néanmoins, les protagonistes du secteur restent convaincus qu'ils sont le bouc émissaire de la politique de pêche qui est en faillite pour des raisons politiques. Car, cette pêche en surplus pourrait être changé en farine de poisson, une commodité en fort demande dans le secteur aquaculture. 'Pourquoi est-ce qu'on voudrait nous débarrasser du poisson ? Le prix de la farine de poisson est à son plus haut niveau depuis un bon moment. Ce n'est pas logique', a dit Freddy Herzberg, directeur de Namsov.

Peter Amutenya, directeur des opérations au ministère de la Pêche et des Ressources Marines, a refusé de commenter, voire de confirmer que les inspecteurs se concentreraient sur les présumés cas de débardage en pleine mer des poissons non désirés 'En ce moment, tout dépend de l'Agence Observateur de la Pêche, un corps indépendant d'inspecteurs (*Fisheries Observer Agency*), et de la police. Nous

allons patienter et nous verrons ce qui arrivera de ça' a-t-il dit.

L'ironie du sort est que la flottille Russe était parmi les coupables qui avaient exploité la pêche du merlu jusqu'à ce que la taille de la ressource ait souffert d'une immense diminution. C'était là vers la fin des années 70, toujours sous le contrôle du régime discrédité du licence de la Commission Internationale de la Pêche du Sud-Est de l'Atlantique (CIPSEA, International Commission for South East Atlantic Fisheries, ICSEAF). Le fait que les mêmes suspects habituels soient impliqués dans ce dernier drame, c'est bien très curieux.

### **L'élite et le système de quotas.**

Une analyse minutieuse de la structure de la propriété des compagnies qui ont des quotas dans le secteur de la pêche en Namibie montre que l'histoire se répète – et que son ancien ami peut vite devenir son pire ennemi en matière de commerce.

Comme dans les années 60 et 70, la gouvernante Partie Nationale, toujours en voie de naissance, donnait des quotas excessifs aux amis et alliés. Le régime actuel du licence – dans le but de redonner la propriété aux Namibiens – montre que le diable est toujours dans le détail.

Démarrant avec une déclaration d'un Zone Exclusif de 200 kilomètres (Acte 3 de 1990), la Namibie, récemment libérée, s'est concentrée sur le transfert obligatoire de propriété, sous l'Acte de la Pêche de Mer de 1992. Ainsi que, grâce à cette allocation préférentielle des quotas, la plupart de Sudafricains ont cédé leurs quotas aux compagnies contrôlées par des Namibiens.

Les hommes d'affaires déjà dans le secteur ont cherché à protéger leurs quotas en essayant de trouver des faveurs auprès des individus ayant des entrées dans le parti en pouvoir, SWAPO. C'est le cas mémorable de 'Padda' Kuttle de la compagnie *Northern Fisheries* et du Ministre de la Pêche de l'heure, Helmut Angula. Angula n'a jamais nié avoir des actions dans cette compagnie, mais il a nié le fait que ça aurait pu influencer l'augmentation du quota de *Northern Fisheries* de 385% au cours l'année en question.

Presque tous les nouveaux venus de ce secteur n'avaient ni bateau, ni usine. Ils étaient ainsi obligés de contracter des mariages de convenance économique

avec les compagnies déjà établies. A la suite de ces liaisons, ils cherchaient les quotas auprès du gouvernement et, une fois les avoir reçu, les vendaient à ces compagnies déjà établies.

Il y a eu une pluie de rumeurs de la corruption, ce qui a rendu nécessaire la mise en place de la Commission Officielle d'Investigation Présidentielle dirigée par le Juge Bryan O'Linn en 1992. Le rapport final n'a jamais été publié. Il reste vrai que ce rapport était fort critique sur la manière obscure dont le comité spécial du Cabinet allouait les quotas d'une façon qui évitait la responsabilité publique.

Les mesures répressives contre la flottille de carangue, intervenues au cours de la période préparatoire de la conférence de SWAPO où le président Nujoma a enfin quitté la présidence du Parti après l'avoir dirigé d'une main de fer pendant 47 ans, avaient un fort caractère politique. Car, étant donné que ce secteur est foncièrement politisé, la décision sur l'allocation de quotas n'aurait pas fait exception, soupçonne-t-on. Nombreux le considèrent comme un coup de semonce, signe d'avertissement, lancé à l'endroit de ceux qui n'ont pas observé doctrine politique.

S'ils sont jugés coupables, les compagnies et les chalutiers risquent des grandes sanctions. Des lourdes amendes qui pourront aller jusqu'à la confiscation des équipements de pêche, voire l'annulation de quotas, pèsent sur eux. Même si l'un des neuf vaisseaux à charte de M. Jacobs avait été libéré et permis de continuer la pêche (la saison de carangue a recommencé le 1 novembre pour permettre leur frai), il reste sans équivoque sur ce qui arrivera : selon lui, c'est la mort du secteur de carangue.

Mais la question majeure reste à savoir si le gouvernement Namibien serait à mesure de sanctionner en pleine saison la flottille de carangue, en majorité Russe, dont le dommage est estimé à R25 millions. Ce chiffre démontre et affirme l'état déplorable causé par la pêche en surplus, la décharge illégale et la pêche non-autorisée du carangue. 'Ils n'arrivent pas à prendre les coupables en défaut, alors ils nous punissent tous', dit un professionnel du secteur.

Les données actuelles montrent que la Dame Nature aurait bien pu obliger le gouvernement de réagir dans cette instance : les rapports du *Total Allowance Catch*

de 2007 montrent que les réserves des 3 grands espèces commerciales - le pilchard, le merlu et la carangue - ont connu une chute aux niveaux les plus bas depuis l'Indépendance en 1990.

Au cours des deux dernières années, la carangue, en particulier, a connu une chute subite et dramatique, avec un déclin d'à-peu-près 50 pourcent de poissons en âge de maturité. La recherche montre que, par la suite, la diffusion du gobie, un poisson non commercial normalement mangé par la carangue, s'est étendue du cœur de la zone nord de Benguela jusqu'au sud de l'Angola. En plus, les pêcheurs font état d'un nombre croissant de la méduse dans leurs filets. Encore une forte indication que la balance de l'écosystème a été fondamentalement affectée. La méduse est l'aliment principal de la tortue luth. On pense que la montée dans la mortalité de cette tortue - due à l'activité des flottilles à longue ligne - pourrait être à la cause de cette montée de la méduse. Mais on ne fait aucune recherche à ces sujets.

Autrefois, M. Jacobs avait admis pendant une interview que des 'mesures considérables' devraient être implémentés, telle que la révision en baisse des quotas allant jusqu'à 50 pour cent. Cependant, ce même M. Jacobs soutient l'enlèvement de l'interdiction aux chalutiers de pêcher dans les eaux peu profonds, là où presque tous les espèces engendrent avant de chercher les eaux plus profonds. Les scientifiques du Ministère se battaient avec acharnement, avisant que tout l'écosystème Benguela était terriblement proche de s'effondre.

En dépit du fait que les facteurs environnementaux étaient idéals, les réserves dans toutes les pêcheries ont connu un déclin régulier ces cinq dernières années. C'est ainsi que le gouvernement a réduit les quotas de 24 à 25 pour cent pour le merlu (le poisson le plus rentable en termes monétaire) et la carangue (plus rentable en volume). Des chiffres donnent : 300 000 tonnes pour l'ancienne saison contre à 230 000 tonnes cette saison.

Tout ceci est pourtant inférieur à ce que les scientifiques auraient voulu voir : selon eux, dans la lutte pour la préservation des zones de pêche en Namibie, ils ont toujours été des perdants. Car, le Conseil Consultatif de la Pêche (Fisheries Advisory

Council, FAC), qui conseille sur la taille des quotas annuels - sur la base des données scientifiques fournis par le Centre National d'Information et de la Recherche Marine (National Marine Information and Research Centre, NatMIRC) et par les représentants du secteur, est rempli des gros pointures du secteur ayant des liaisons personnelles avec le pouvoir. Ils veillent à ce que des objections à l'élargissement de leurs quotas soient balayées de la table.

En conséquence, dit-on, les réserves de poisson en Namibie seraient endommagées à tel point que, selon le Dr. Mick O'Toole, scientifique supérieur de la marine, 'il n'y aurait aucune possible de remédier', étant donné qu'au besoin économique toujours croissant, s'ajoute la cupidité manifeste, scellée par le partenariat BEE qui a attribué aux opportunistes des quotas qu'ils revendiquaient. Une preuve éloquante démontrant que la direction de la pêche en Namibie a du s'incliner devant la force prédominante qu'est devant l'intérêt commercial.

Dans cette lutte pour avoir sa part du gâteau, malheureusement le gâteau lui-même semble menacé d'une totale disparition. Les réformes d'après Indépendance ont vu une croissance rapide de l'emploi, estimée à 6.000 postes créés entre 1991 et 1994. Alors que le secteur se réclame employé directement près de 15.000 personnes, dont 7.500 sont des pêcheurs, un rapport récent, basé sur les données de 2003-2004, fait par le détachement spécial du BCLME (Ecosystème Marin du Grand Courant Benguela, BCLME, Benguela Large Current Marine Ecosystem), indique qu'il n'y a que 4.720 Namibiens en tant que membres d'équipage sur tous les vaisseaux dans les eaux Namibiens à ce temps. Ce chiffre est inférieur de 27 pourcent comparé à ce que réclame le secteur. Ce qui laisse entendre que les vrais chiffres d'emploi pourraient être exagérés pour des raisons politiques.

En plus, en 2005, un rapport du Ministère de la Pêche et l'Aquaculture avait déclaré que le chiffre global d'emploi dans ce secteur était de 12.720 personnes. Ce qui suggère qu'il y avait en ce moment 8 000 postes dans le secteur de traitement et d'autre secteurs liés. Mais les secteurs de l'industrie à forte main-d'œuvre, comme l'industrie du homard, dépendent fortement de la saison. La plupart d'usines de merlu ont été

automatisées, ce qui laisse entendre que le Ministère et le secteur ont un intérêt politique commun à cet égard. Les chiffres d'emploi comprennent aussi des personnes dans l'industrie à forte main-d'œuvre mariculture - la Namibie est exportatrice d'huîtres, de moules et de coquilles St Jacques vers le monde entier. Ce qui rend difficile la tâche de juger l'exactitude de l'emploi à long terme dans ce secteur.

### Les pêcheurs et les étrangers

Il n'est pas nécessaire d'expliquer à un pêcheur Namibien comment 75 pour cent des réserves mondiales du poisson sont surexploitées, complètement exploités ou épuisés. Quelques espèces ont diminué, tel le précieux homard de pierre avec ces 15.000 tonnes exportées en 1970 et actuellement l'industrie a du mal à attraper le quota alloué de 400 tonnes. Et tandis que les facteurs environnementaux y sont aussi pour quelque chose, le plus grand coupable a été le secteur lui-même - aussi bien avant qu'après l'Indépendance.

Personne ne sait exactement à quelle échelle les eaux namibiennes ont été surexploitées à l'époque de la colonisation. Durant le centenaire de l'histoire Namibienne coloniale (1883 - 1989), ces ressources de pêche étaient sous le contrôle et l'exploitation des étrangers. Quand le pays a fini par gagner son indépendance de l'Afrique du Sud en 1990, c'était sans doute la dernière colonie d'autrefois en Afrique - sinon dans le monde entier - à gagner le contrôle sur l'un de ses plus importants et précieux ressources alimentaires : ses eaux de pêche.

Des photos de la période vers la fin des années 50 montrent les chalutiers chargés des poissons de plat-bord à plat-bord, avec comme seul espace libre la cabine du pilotage. Capitaine à la retraite d'un chalutier à sardines, Peter Sylvestre Senior, se rappelle comment il avait fait couler 4 chalutiers dans les années 50 et 60 suite aux surcharges. Mais à chaque fois on lui donnait des vaisseaux plus grands et mieux équipés en reconnaissance de ses efforts.

Au milieu des années 70, autant que l'effet de la "surpêche" commençait à se faire sentir d'une manière inquiétante, autant que la pêche a commencé à diminuer très vite. Il y a des anecdotes

de la période de 1960 - 1980 qui stipulent que presque toutes les compagnies de la pêche au pilchard dépassaient largement les quotas. Selon d'autres estimations, les records de la prise débarquée sont soupçonnés être moins que la moitié de ce qui a été réellement prise.

Les deux usines de pêche flotteurs offshore, qui produisent la farine de poisson pour les pâturages du monde, Willem Barendse (appartenant à la famille Silbermann) et Suiderlig (appartenant à SWAFIL du gouvernement Sudafricain) sont souvent accusées d'être des pires délinquants. Quoi qu'il en soit, cette ressource a été exploitée jusqu'à deux doigts de l'extinction puisque les considérations économiques ont continué à être plus importantes que les préoccupations environnementales.

Une analyse des structures de la propriété des concessions du pilchard, de la sardine et du homard en 1989 a montré que le secteur était dominé par le 'Grand Cinq' du capital venant de l'Afrique du Sud, c'est-à-dire *Sanlam, Anglo-Vaal, Barlow Rand* et l'association *Liberty Life-AngloAmericain-JCI Oceana*. À part eux, il y avait aussi le tristement célèbre 'Aap' (A.P.) du Preez et sa compagnie, *Boesmanland Beleggings*, dont l'approche cavalière à la pêche responsable lui avait valu une réputation comme étant l'incarnation de l'excès du secteur.

Quand il n'était plus possible d'ignorer le déclin dans les réserves du pilchard, les compagnies de la pêche ont été encouragées de penser aux autres espèces semblables, en particulier l'anchois. On a aussi réduit la taille de la maille à 11 cm (de 20 cm auparavant). Ce qui a créé le problème de la prise involontaire du jeune merlu, mais qui a augmenté la pêche débarquée pour la farine de poisson de 2.650 tonnes en 1965 à 24.000 en 1971. La pêche d'anchois était en ce moment en moyenne de 170.000 prises débarquées dans les années 70 et 80, avec un niveau record de 376.000 tonnes en 1987. Les autorités coloniales, dans un effort de ranimer l'industrie du pilchard, ont alors essayé de réduire la compétition entre l'anchois et le pilchard pour la production de la farine de poisson. A la suite de cette politique, les réserves d'anchois ont tellement diminué qu'aucune pêche commerciale d'anchois n'est actuellement possible dans les eaux Namibiennes.

Il est généralement convenu que la cause structurelle principale de faillite imminente de l'industrie de pêche en Namibie avant son indépendance était la "surpêche" systématique par un secteur avec un surplus du capital et sous le contrôle des étrangers sans responsabilité. Le résultat était que, une fois indépendante, la Namibie était héritière d'un palace doré mais sans trésor. En ce moment, la ressource marine n'était qu'un vague souvenir de ses beaux jours quand le Courant de Benguela était l'un des endroits exceptionnels de la pêche au monde.

Quant aux profits, une seule compagnie qu'on pourrait appeler namibienne, *Olthaver & Liszt's Consortium Fisheries*, représentant le capital local Allemand, a tiré bénéfice. Dans les années 80, ce fait était déjà contesté en Namibie quand les corporations comme le Groupe d'Action de la Licence de la Pêche (Fishing Licence Action Group, FLAG), un petit corps des propriétaires locaux des bateaux, ont commencé à se plaindre très fort de l'abus de ressources de la part, en particulier, des opérateurs Sudafricains.

### **Les Espagnols partenaires**

Une comparaison de prises des cinq dernières décennies montre clairement que, au moment de l'indépendance de la Namibie, la majorité du dommage à l'écosystème Benguela était déjà faite. La plupart de cette surexploitation était causé par la pêche coloniale légale, et non pas par la pêche illégale. Cette surexploitation était édictée par un esprit de surcapitalisation de l'industrie qui cherchait à accroître le profit en dépit des dommages possibles sur l'écosystème.

Depuis son indépendance, le gouvernement Namibien a eu le choix entre la peste et le choléra : d'un côté, il doit impérativement arrêter la faillite des pêcheries du Benguela et, de l'autre, il ne peut pas prendre le risque de perdre les emplois politiquement délicats dans ce secteur tant politisé. En même temps, le processus de la 'Namibisation' qu'il mène a aussi mis de la pression pour le droit et l'allocation des quotas aux nouvelles compagnies Namibiennes avec le résultat que le FAC délivre plus des licences que recommandées par les scientifiques.

La propriété Espagnole rampant<sup>2</sup> dans l'industrie de merlu, estimée contrôler à-peu-près 90 pourcent de la production du merlu en Namibie, ajoute à la pression politique. L'Espagne, en effet, a investi N\$320 (US\$ 45 million) dans l'aéroport de Walvis Bay dans le but de faciliter les exports vers l'Espagne.

La plus grande flottille en Namibie est la flottille du merlu à mi-eau. De ces 140 vaisseaux, les plus grands et les plus modernes sont d'origine espagnole. Même s'ils étaient presque tous enregistrés en Namibie en 2004, les initiés du secteur avisent que cette 'Namibisation' apparente de la flottille du merlu était fautive.

Auparavant, la plupart de ces vaisseaux étaient remis au placard, ancrés à Vigo, avant d'être vendus aux compagnies Namibiennes. Quelques sources ont argué que les mêmes banques et maisons d'investissement, qui avaient beaucoup d'actions dans les compagnies de pêche espagnoles, étaient aussi propriétaires de ces vaisseaux. Par le fait de les vendre aux compagnies qui pêchent dans les eaux étrangères (en dehors de la zone de l'Union Européenne) et de les réenregistrer sous des nouveaux noms, les anciens propriétaires recevaient les subventions parce qu'ils les gardaient hors de la zone UE, ainsi qu'une subvention pour l'achat du carburant puisqu'ils pêchaient loin de la zone de pêche UE déjà épuisée. Ceci, mis à part le bon profit qu'ils gagnaient après avoir vendu ces vaisseaux vieillissants aux investisseurs Namibiens enthousiastes.

Le cas récent du Diaz Fishing (Pty) Ltd., en est un exemple. Formé comme une compagnie de pêche de discrimination positive (et ainsi ayant droit aux quotas de merlu généreux), Diaz a formé une association avec le géant, Pescanova, pour exploiter les droits de la pêche de Diaz. Pourtant, Diaz n'avait ni capital, ni équipement. Pescanova a donné une prêter généreuse en avance pour l'achat de deux chalutiers et pour le financement de leur opération. Mais grâce aux prix progressivement plus faible du merlu (à cause de la taille plus petit), Diaz est entrée plus profondément dans le rouge et, en octobre 2007, Pescanova a fait une application de séquestration devant la Haute Cour

---

<sup>2</sup> Ils achètent les compagnies en difficulté; après, ils s'associent avec les compagnies de merlus plus petits et s'assurent des accords exclusifs du marketing des producteurs du merlu.



Namibienne pour fermer Diaz qui, on disait, était techniquement insolvable, avec une dette de plus de N\$27 million (US\$ 4 million) envers Pescanova.

Le principal du Diaz Fishing, l'entrepreneur Namibien Sidney Martin, a été accusé de trop utiliser le compte crédit de la compagnie et de ne pas rembourser son crédit tandis qu'il finançait d'autres nouvelles entreprises comme la reprise d'un abattoir en difficulté. Sa mode de vie prodigue, avec beaucoup de fermes à vaches, une Porsche Cayenne tape-à-l'œil et un appartement couteux de vacances au Cap, avait auparavant occasionné des questionnements. Mais on croyait que tout allait bien, jusqu'au moment où Pescanova a fait sa demande de séquestration.

Le cas de Martin n'est pas exceptionnel : au moins 80 pour cent des nouvelles compagnies qui s'étaient associées avec les compagnies espagnoles intéressées se sont retrouvées dans des situations semblables quand le prix du merlu a plongé en 2001 - 2002. Selon les estimations du secteur, plus de 90 pourcent des compagnies Namibiennes de pêche ont dû vendre la plupart de leurs actions aux Espagnoles, qui les gardaient rien que pour s'assurer des quotas généreux du merlu. Même si c'était difficile de vérifier - aucune des compagnies qu'on voulait interviewer ne voulait faire de commentaire -, une inspection superficielle des principaux figurants sur la liste des compagnies dans le dernier 'Fisheries Handbook' montre que toutes celles qui ont les plus grands quotas ont des directeurs Espagnols, une indication du fait qu'elles ont perdu le contrôle de l'opération, voire le contrôle total, de leurs compagnies.

Ces développements - en plus des Russes de la carangue - ont actuellement obligé le gouvernement de réexaminer toute sa législation de discrimination positive: le premier ministre Nahas Angula a récemment fait référence au fait que la discrimination positive dans la pêche a échoué parce que les bénéficiaires 'dépenseraient de l'argent sur l'achat d'un Mercedes Benz, après quoi ils avaient un accident de route et finissaient avec rien'.

Les efforts d'obliger plutôt les compagnies déjà établies d'avoir des jeunes actionnaires du rang des Namibiens, auparavant défavorisés (les noirs), semblent aussi n'avoir pas eu l'effet désiré. Celui de

donner une part de l'industrie internationale du poisson blanc aux Namibiens, d'après le cas de Diaz Fishing.

### **Le plus bas niveau**

La politique de la pêche Namibienne est généralement considérée comme excellente et un modèle pour d'autres pays Africains. Et pourtant les réserves du poisson sont à leur plus bas niveau depuis l'indépendance. Qui pis est, quelques espèces qui n'étaient même pas exploitées avant l'indépendance, comme le précieux orange roughy et l'ange de mer, ont été amenées à deux doigts de l'exploitation durable - pire, dans le cas d'orange roughy qui met 80 ans avant d'arriver à la maturité.

Les autorités de la pêche font référence aux facteurs environnementaux, comme l'étalement de l'effet El Nino en 1995-1996 et 2000-2001 qui a été un coup terrible aux espèces essentielles de base, comme le pilchard et l'anchois. Cependant, les données montrent que le FAC a, d'une manière consistante, alloué plus des quotas que le nombre recommandé par les scientifiques. On peut deviner la suite.

Un déclin de temps en temps des espèces comme le pilchard et l'anchois survient dans le monde entier, selon les autorités de la pêche. Mais chaque article scientifique qui traite du sujet prévient que des déclins périodiques semblables, en plus de la "surpêche", ont des conséquences désastreuses. L'exemple le plus cité est celui de la Californie où le fameux Cannery Row de Monterrey est devenu un monument rouillé des excès du secteur de la pêche. 60 années plus tard, les réserves californiennes de poisson ont toujours à se remettre - et le Cannery Row propre à la Namibie semble être sur la même voie, préviennent tous les scientifiques.

Un scientifique qui a exigé l'anonymat, l'a expliqué dans des termes les plus simples : quand on continue avec la prise d'un montant fixe ou d'encore plus du poisson chaque année, un montant qui est supérieur à celui d'engendrement chaque année, l'effet à long terme est que les réserves du poisson tomberont jusqu'à un point où on ne pourra plus en revenir. 'C'est comme le fait de se payer le profit d'un investissement fixe, et on commence à dépenser son capital à gauche et à droite - la faillite n'est pas très loin'.

Les autorités ministérielles reconnaissent qu'ils étaient peut-être 'un peu trop optimistes' dans la manière dont les quotas étaient alloués. La diminution totale des espèces essentielles – le pilchard et l'anchois, qui nourrissent les espèces plus grandes – 'est une grande préoccupation' pour le gouvernement, reconnaît Amutunya. Mais la Namibie n'était pas seule dans toute ça – tous les pays pêcheurs avaient les mêmes problèmes.

### **La mer empoisonnée**

Avec la perte du réserve qui semble être un facteur permanente en ce qui concerne les objectifs de l'exploitation commerciale, le rétablissement complète de la ressource entière à ses niveaux d'avant les années 1960 semble s'éloigner de plus en plus vite. Les scientifiques environnementaux considèrent la ressource du pilchard et de l'anchois comme au cœur de l'écosystème du Benguela. Cependant le pilchard semble être sur la même voie que les sardines Californiens, autrefois en abondance. La surexploitation des réserves de poisson grâce à la taille des vaisseaux qui n'arrêtent pas de s'augmenter, ainsi qu'une situation environnementale malheureuse, semblent avoir poussé la ressource à un tel point que toutes les deux espèces risquent de complètement disparaître.

La recherche récente veut que le déclin du pilchard en particulier fût la cause de l'accès de plus en plus commun du soufre dans les eaux côtier Namibiens, ce qui a pour résultat l'éloignement des bancs de poisson. 'Ceci arrive parce que le plancton, auparavant mangé par le pilchard et l'anchois, meurt actuellement et coule au fond de la mer, et leur décomposition donne aux conditions d'algues appelées 'la floraison verte' qui indiquent que ces eaux sont pratiquement poissonneux pour le poisson' a expliqué le Dr. Jean-Pierre Roux du bureau de NatMIRC à Luderitz.

Par conséquent, avec du déclin du pilchard et de l'anchois, le merlu (qui dépend de ces poissons plus

petits pour se nourrir) est aussi en danger. «Sans sa proie habituelle, ce poisson mange de plus en plus ses propres jeunes puisque le pilchard – sa proie naturelle – n'est plus disponible comme ressource alimentaire», a averti le Dr. Roux.

Les effets se feront ressentir probablement ailleurs que seulement dans la Namibie. Même si les scientifiques ne sont pas d'accord avec l'épuisement du Système Benguela, ou le partage de quelques espèces migratoires entre la Namibie, l'Angola et l'Afrique du Sud, il est généralement accepté que la gestion de la pêche est au cœur de l'état générale de l'écosystème entier.

Il y a toujours un moyen de sauver le secteur ? Est-ce qu'il y a la volonté politique pour ce faire ? Ces deux dernières années, le Ministère a annoncé la fermeture de la pêche entre septembre et novembre afin de permettre aux espèces commerciales comme le merlu et la carangue de se reproduire. Mais cette saison fermée était plus appropriée aux besoins du secteur de pêche qu'à la réalité biologique : la plupart des espèces commencent déjà à se reproduire en août.

Les mesures sévères prises contre la possibilité de la décharge par la flottille de carangue étaient pareilles au fait de fermer les portes de l'écurie après que le cheval se soit enfuit – et il reste à voir si une approche plus conservatrice serait implémenté par un gouvernement mis sous pression par ses supporteurs d'allouer les concessions de la pêche, comme récemment exigé, par exemple, par la ligue des jeunes de SWAPO.

Selon Mick O'Toole, qui avait dirigé l'étude du Grand Environnement Marin du Courant de Benguela (Benguela Current Large Marine Environment, BCLME), 'c'est très triste mais la ressource a été endommagée au-delà du réparable. Ça peut encore fonctionner quelques années mais la réalité est que le dommage a déjà été fait'.

## LA PIRATERIE: 'LE FLÉAU DE LA MER'

Depuis son indépendance en 1990, la Namibie a fait des efforts de reprendre (et de reproduire) ses poissons. Comme l'un des pays du premier plan de l'Organisation de la Gestion de la Pêche dans le Sud-est de l'Océan Atlantique (South East Atlantic Fisheries Organization Regional Fisheries Management Organisation, SEAFO RFMO), depuis le début, elle a eu une position forte sur la pêche durable. Elle a développé un système de gestion de la pêche qui est généralement considéré comme un modèle pour les pays en voie de développement. Elle a pu transformer un secteur largement dirigé par les étrangers, à un secteur indigène. Depuis qu'un total de 8 chalutiers Espagnoles ont été arrêtés pour la pêche illégale dans la Zone Exclusif Namibienne en 1992 et 1993, il n'y a eu que quatre autres cas de pêches illégales qui ont été exposés.

Néanmoins, dans son discours à la première réunion de SEAFO en 2004, le Ministre Namibien de la Pêche et de l'Aquaculture, le Dr. Abraham Iyambo, a dit que la pêche illégale, irrégulière et clandestine (IUU) était 'le fléau de la mer'. Il a aussi dit que, sur le plan international, on estimait que ce pratique représente 25 pour cent de la prise débarquée. Ce qui représente une perte de N\$90 milliard (US\$ 13 milliard). Des rapports plus récents parlent d'un chiffre de 30 pour cent, et une perte d'US \$2 à US \$15 milliard (N \$103 milliard) pour les pays en voie de développement. Certains pays indiquent que jusqu'à un tiers de leurs productions de poisson sont pris illégalement.

Même si les mesures de contrôle de la Namibie sont généralement considérées d'être excellentes, ses eaux offshore, en particulier dans les endroits en voisinage avec l'Angola, sont vulnérables au piratage du poisson. En mai 2004, la Namibie et l'Angola ont mené ensemble une patrouille des eaux d'Angola et, sur les 148 vaisseaux qu'ils ont cherchés, ils ont trouvé 29 cas de délinquance sérieuse, tous des Chinois.

La situation est héréditaire de la pratique coloniale, où les eaux partagées étaient pillées par les anciens colonisateurs et les flottilles venant du monde entier. Comme l'Angola, le secteur Namibien de la pêche est le produit de son passé colonial, avec l'incidence de la pêche illégale et de la surpêche directement liées au fait que le contrôle de la ressource n'appartenait pas au pays. Tandis que, en 1990, la Namibie avait au moins gagné le contrôle sur ses eaux de pêche et sur ses ressources

presque épuisées, l'Angola avait continué de vendre ses droits de pêche offshore à l'Union Européenne pour une somme dérisoire de €5 à €10 million. Alors, les vaisseaux étrangers continuent de vider les eaux partagées – bien que, à ces jours, les pirates aient tendances d'être d'origine Chinoise.

Le contrôle, la vodka et la corruption

Tandis que, sur papier, la Namibie fait de son mieux pour contrôler et réguler, la "surpêche" continue. En réalité, les contrôles sont trop faibles pour pouvoir être efficaces.

L'Agence Observatrice de la Pêche du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture opère grâce à deux grands vaisseaux de patrouille et un avion pour assurer ce qu'elle réclame être une surveillance à 100 pour cent des vaisseaux de pêche (le plus grand programme de ce genre au sud, avec 230 observateurs) pour contrôler l'équipement et les prises marines. Un troisième vaisseau, qui lui a été offert par le gouvernement Norvégien, a dû être retiré de la circulation, car il ne convenait pas à la mer Namibien qui est violente.

Ces deux bateaux de patrouille sont souvent sans essence ou ils attendent l'arrivée des pièces de rechange coûteuses. L'équipe Namibienne est souvent vue en train de fraterniser avec son équivalent Russe ou Espagnole dans leur flottille commerciale. Il y a une pluie d'allégations de la corruption et d'autres efforts de récompenser les inspecteurs de la pêche. En plus, quelques critiques vont jusqu'à affirmer que même avec 203 inspecteurs disponibles, l'image est décevante : la plupart d'entre eux sont de la campagne, ils n'ont qu'une formation minimale avant d'être envoyés à la mer, où ils doivent s'adapter aux conditions rudes.

Andrew Shanghala, inspecteur de la pêche avec cinq ans d'expérience, se souvient comment il avait passé sa toute première visite à bord d'un chalutier Russe. Il avait tellement le mal de mer qu'il n'arrivait qu'à boire la vodka que le chef lui passait. Quand on lui demande si jamais ses collègues ont acceptés le paiement de la part des capitaines qu'ils étaient censés observer, il hausse les épaules: les salaires sont relativement bas et, d'ailleurs, '...nous souffrons trop en faisant ce travail'.

Amutunya admet que la possibilité de l'intimidation et de la corruption par les capitaines étrangers était une grande préoccupation jusqu'à ce que le corps d'inspecteurs soient mis sous l'administration de FAC avec le changement en 2000 apporté à l'Acte de la Pêche de

Mer (Acte 27 de 2000). Pourtant, Amutunya a dit que les efforts d'apaiser les relations entre les équipes étrangères et les inspecteurs se sont améliorées, et l'amélioration des salaires et des allocations des inspecteurs a réduit la possibilité de leur rendre susceptibles à la corruption.

Le contrôle de la pêche illégale n'est aussi pas idéal. La Namibie est l'un des huit pays membres de l'Organisation de la Pêche dans le Sud-est de l'Océan Atlantique, SEAFO. SEAFO a adopté des mesures spécifiques pour combattre la pêche illégale et, jusqu'en 2010, toute pêche est interdite dans les endroits marins SEAFO de 16 millions de kilomètres carrés. Ceci est surveillé grâce à un système qu'on appelle le Système de Surveillance des Vaisseaux (Vessel Monitoring System, VMS), qui veut que tous les vaisseaux qui opèrent dans le sud-est de l'Atlantique doivent avoir des observateurs scientifiques à bord, ainsi qu'un appareil GPS satellite qui transmet la position de ce vaisseau chaque deux heures, à une base de données centrale.

Le Code de SEAFO demande aussi un reportage strict de la prise, interdit l'expédition entre vaisseaux une fois à la mer, et crée aussi un système dont les vaisseaux qui sont soupçonnés de la pêche illégale peuvent être identifiés et refusés l'usage des ports appartenant aux pays membres. Selon le Secrétariat du SEAFO, la plupart des vaisseaux enregistrés à la Namibie se conforment au VMS. Néanmoins, le site web de SEAFO n'a qu'un seul vaisseau Namibien (de crabe) sur sa liste, parmi 8 du Portugal, 2 du Japon et 37 de l'Espagne.

SEAFO n'a toujours pas de grandes capacités en ce qui concerne ses membres du personnel et l'équipement. Au fait, son budget a diminué de N\$1.428 million (US \$ 204 million) en 2005 à N\$1.425 million (US\$ 203 million) en 2006.

En plus, le fait qu'on ne fait plus respecter les codes uniques et individuels pour identifier chaque vaisseau qui opère dans la zone SEAFO rend difficile la tâche de garder tout cet énorme endroit sous surveillance.

Selon le directeur exécutif de SEAFO, le Dr Hashali Hamakuaya, il est 'entièrement possible' que la pêche illégale du 'toothfish Patagonien' et du thon, en particulier, se passait ici. Le secrétariat du SEAFO soupçonne ces pêcheurs illégaux d'utiliser peut-être le port de l'île de Maurice comme un Port de Convenance, et de l'expédition entre vaisseaux une fois à la mer.

On estime que la pêche illégale dans les eaux SEAFO de la côte d'Angola se passe très souvent: pendant une

visite récente à Namibe, la province au sud de l'Angola, un chalutier sans drapeau a été observé en train de pêcher à 3 kilomètres de la côte, ce qui est une infraction flagrante des règles locales qui veulent que ce zone soit réservée pour la pêche artisanale.

La surveillance de la côte d'Angola est potentiellement le plus grand problème. Selon un rapport récent de la Fondation de la Justice Environnementale, de tous les pays membres du SEAFO, l'Angola est le plus faible en terme de surveillance et de contrôle. Plusieurs flottilles de l'UE, de la Chine, de la Russie, du Japon et de la Namibie font la pêche dans ces eaux. Par ailleurs, le secteur est empesté par une corruption endémique. En outre, les permis de pêche d'Angola ne sont pas spécifiques aux espèces, ce qui permet aux étrangers d'attraper toutes les variétés qu'ils désirent.

L'Angola ne possède que 3 bateaux de patrouille qui sont limités en termes de capacité et qui sont souvent à quai suite au manque de carburant et de la gestion appropriée. Selon la Fondation de la Justice Environnementale, basée au Royaume-Uni, une patrouille avec les autorités Namibiennes sous le programme SADC-UE de la surveillance et du contrôle, a fait qu'ils avaient monté à bord 19 bateaux, dont 6 ont été saisis pour la transgression sérieuse de la loi de la pêche SADC, y inclus le fait de pêcher dans un endroit fermé, d'utiliser les méthodes illégales de la pêche, d'utiliser une taille illégale de maille et de pêcher sans permis. Une autre partie du même programme était de mener des patrouilles dans les airs, suite auxquelles 198 vaisseaux ont été repérés, dont 29 (Chinois) étaient en transgression flagrante de la loi.

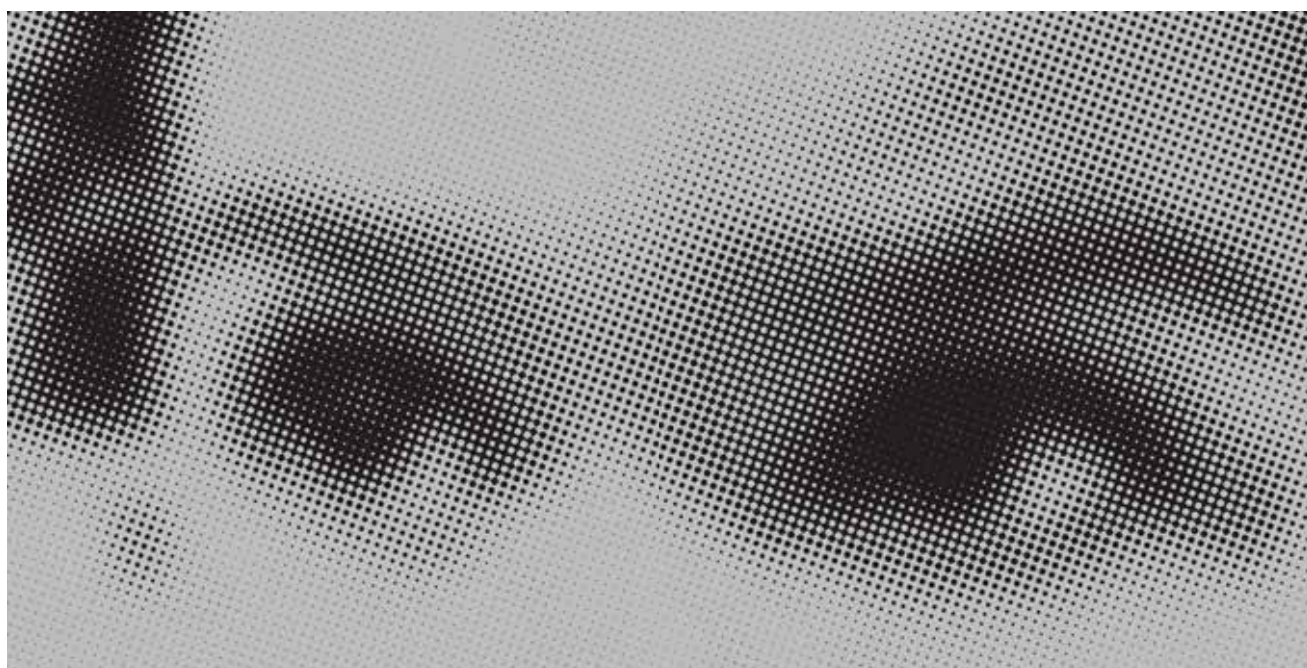
Les efforts d'éviter que les flottilles locales utilisent les Ports de Convenance, par le fait de mettre en application la propriété indigène du secteur de la pêche, ont eu des résultats. Les compagnies locales de contrat protestent que les frais locaux sont trop élevés – mais des taux de change de plus en plus dans leur faveur font qu'ils soient moins insistants sur ce point.

Néanmoins, Amutunya admet que les vaisseaux aux drapeaux étrangers dans les eaux Namibiennes restent toujours problématiques, et que les discussions ont été entamées dans le but d'essayer de convaincre les propriétaires de ces vaisseaux en Namibie. Le fait qu'ils ne soient pas sous un drapeau Namibien voulait dire qu'il n'y avait pas suffisamment de contrôle sur leurs activités, dont l'histoire du secteur de carangue est un exemple.

QUAND LA NAISSANCE D'UN ENFANT EST  
JUGÉE ' DÉFAVORABLE '

# Enfants sorciers et infanticide rituelle au Benin

PAR GÉRARD GUEDEGBE



**PAR UN CALME APRÈS-MIDI DE JUILLET 2007, NOUS ARRIVONS À BORI: UN PETIT VILLAGE PERDU AU FOND DE LA SAVANE À 600 KILOMÈTRES DE COTONOU, LA CAPITALE ÉCONOMIQUE DU BÉNIN. LA COMMUNE DE N'DALI SE TROUVE ICI, AU NORD-EST DU PAYS. C'EST LÀ QU'ON RACONTE QUE L'INFANTICIDE SERAIT TOUJOURS UNE TRISTE RÉALITÉ.**

Au cours des années, la tradition qui veut que des nouveaux nés au sein des Baatonu aient été «ensorcelés» a eu comme résultat la tuerie des milliers de d'enfants, à Bori ainsi que dans d'autres villages de ce peuple. À présent, ce massacre a diminué car, semble-t-il, la modernité commence à toucher même ces communautés éloignées. Néanmoins, il est fort probable que cette tradition continue. Les tentatives d'arrêter cette pratique, de la part des organisations occidentales comme l'UNICEF ainsi que les actions de certaines ONG, éveillent la résistance de certains chefs traditionnels qui s'en moquent : 'vous n'êtes ici que pour voler nos secrets'. De quels secrets s'agit-il? Pourquoi faut-il que 'les blancs' n'y accèdent pas? Nous sommes venus afin de trouver des réponses à ces questions.

L'infanticide rituelle consiste généralement à tuer un nouveau-né, et ceci par des méthodes diverses. Ce nouveau-né serait condamné par la communauté parce qu'il serait né dans des conditions préjudiciables à la paix, au bonheur, à la prospérité ou à la quiétude de sa famille, de son milieu ou de son environnement', nous explique le Père Bio Sanou, directeur de l'ONG Espoir Lutte contre l'Infanticide au Bénin (ELIB). Il a consacré plus d'une quinzaine d'années de sa vie au combat contre ce phénomène qui est pratiqué, d'après lui, dans toute la région des Baatonu : les départements de Borgou, Alibori et Atacora au Bénin et aussi dans le nord-ouest du Nigeria, le pays voisin.

L'infanticide rituelle est une pratique traditionnelle séculaire aussi vieille que la culture du peuple Baatonu. 'Elle est née au sein des Baatonu - ils n'ont pas copié la tradition de qui que ce soit, même si, dans l'histoire, l'infanticide fait partie d'autres cultures', certifie Baki Bissimou, un sage de la région de Bori, et la seule personne dans tout le village qui ait accepté de nous en parler. La manière dont Bissimou a expérimenté et compris ce phénomène n'a rien à voir avec la croyance religieuse ou la nécessité d'apaiser

un dieu, comme dans le cas des sacrifices humains des Aztèques ou d'autres pratiques semblables dans les anciens royaumes Africains: «Il s'agit plutôt de conjurer le mauvais sort qui menace la communauté à la naissance d'un enfant sorcier.'

Mais qui sont donc les 'enfants sorciers' et pourquoi sont-ils vus comme une menace par la société Baatonu? Pour en savoir plus, nous avons dû nous rendre au village et essayer de parler de la pratique, ce qui n'était pas gagné d'avance. 'On peut facilement vous empoisonner si l'on pense que vous êtes venus pour changer leurs manières de faire', nous a t'on averti.

Les huit catégories de 'Bii yon'bou' Selon l'UNICEF et l'ONG ELIB, il y a huit catégories des bébés qui sont considérés comme porteurs de «mauvaise chance» à la communauté. La catégorie la plus redoutée est celle des enfants physiquement handicapés. Ce groupe 'd'enfants sorciers' inclut les enfants nés avec les doigts, les orteils ou d'autres membres supplémentaires, ainsi que les jumeaux siamois. Une catégorie simplement considérée comme des enfants de 'la mauvaise chance' est celle des enfants nés prématurément - avant le huitième mois -, qui sont plus petits et plus faibles que des enfants nés de grossesses venues à terme, et ceux dont la mère est morte suite à l'accouchement. Les origines de la croyance selon laquelle les enfants handicapés et faibles, ou les nourrissons sans mères, sont 'ensorcelés', ne peuvent pas être entièrement vérifiées: chez les Baatonu, c'est simplement ce qu'ils croient. Par contre, il est évident que, historiquement, il n'y a jamais eu de moyen de s'occuper des enfants spéciales dans cette région qui autrefois ne disposait pas d'infrastructure sanitaire, ni de centre sociale

'Lorsqu'un enfant perd sa mère à l'accouchement, c'est qu'il est 'un enfant de mauvaise chance', explique Makom, guérisseur traditionnel, un sexagénaire aux barbichettes grisonnantes. 'La pratique consiste à abandonner le nouveau-né hors du campement communautaire'. 'D'habitude, c'est une famille du

campement voisin qui prend en charge la garde de l'enfant, souvent une famille de la communauté de Peulh, un peuple nomade et éleveur de vaches. L'enfant devient leur propriété'.

Les rituels peuvent varier d'un village à l'autre, mais cet enfant orphelin de 'mauvaise chance', qui sera purifié et réduit presque en 'esclavage', souffrira durant toute sa vie d'une forme d'exclusion sociale.

Les mesures draconiennes d'infanticide sont presque toujours appliquées aux enfants qui sont sévèrement handicapés. Dans le cas de la naissance des jumeaux siamois ou des enfants avec un nombre supplémentaire de membres ou d'organes, l'enfant est tout de suite enlevé de sa mère, et elle sera mise sous la garde de ses aînées au cas où elle déciderait de refuser d'obéir. Un conseil immédiat et sans appel des aînés de la famille, prendra la décision de tuer l'enfant.

Il y a des hommes de main de guérisseur, communément connus sous le vocable de «bourreaux» qui sont spécialement désignés pour 'réparer', c'est-à-dire tuer ce genre de 'bii yon'bou' selon l'un des manières suivantes:-par asphyxie : l'enfant est placé dans une jarre qu'on referme hermétiquement après y avoir ajouté des chiffons -par empoisonnement: les 'bourreaux' font boire un violent poison à l'enfant qui mourra en quelques minutes. -par traumatisme: on emmène le bébé hors du village, au pied d'un arbre contre lequel on fracasse sa tête jusqu'à ce qu'il meurt. Après la mort du 'bii yon'bou', son corps est soit enterré, soit séché, les hommes de main du guérisseur pouvant se servir de quelques organes pour fabriquer des tisanes. Tout ce processus se passe tellement vite que l'enfant est souvent mort même avant que les voisins prennent connaissance de sa naissance.

Si la maladie n'est pas remarquable à la naissance, mais à un stade ultérieur de son développement, il peut alors être encore accusé d'être 'Bii yon'bou'. Comme dans le cas du chef du village de Makantoko à Djougou: "Depuis ma naissance jusqu'à l'âge de 7 ans je n'ai pas pu marcher, ni déféquer. Mes parents, croyant que j'étais un enfant sorcier, m'ont amené en milieu Lokpa pour être tué, mais l'oracle a prédit que je serai un grand homme demain. Ils m'ont ramené, soigné et j'ai été guéri. Aujourd'hui, je suis le chef de ce village que vous voyez et je soigne toutes sortes de

maladies'. Une fois récupéré par les Peulhs, les autres enfants 'suspects', souvent dans la catégorie des enfants nés prématurément ou ceux qui naissent avec des dents, sont soumis à un test éreintant pour voir s'ils peuvent se débrouiller tout seuls. 'Ils prennent l'enfant et l'installent sur une natte au milieu de leur troupeau où il passera sa première nuit à la belle étoile sans assistance. Le lendemain, lorsque les animaux sont détachés, chaque bête passe sous le contrôle du bouvier, pour renifler l'enfant étranger qui a dormi parmi eux.

Une fois les animaux partis au pâturage, l'enfant est pris du parc à bétail pour être cette fois-ci installé sous une paillote. Là, on lui donne seulement l'alimentation du bétail et le lait du vache jusqu'à ce qu'il ait entre 7 et 9 ans', explique la gardienne d'un camp de réfugiés 'd'enfants sorciers' que nous avons retrouvé à Sekegourou, où les ONG telles qu'ELIB et UNICEF luttent contre l'infanticide en récupérant ces enfants abandonnés à la mort.

Si l'enfant est toujours vivant après cette épreuve, et dans le cas des enfants masculins, il est progressivement intégré dans la société bouvier et, une fois à l'âge de la puberté, il devient membre de ce groupe. Il ne peut rejoindre son village d'origine qu'une fois à l'âge d'adulte mais il ne sera jamais reconnu comme un vrai Baatonu : il ne pourra jamais intégrer sa famille d'origine que la communauté s'efforce de lui cacher et ses origines resteront secret. Il sera nommé 'Gando', un nom spécial qui signifie 'Ailleurs, c'est doux'. Les Gando font souvent le ménage dans les maisons royales, ils sont les assistants des 'hommes de main' traditionnels, ou ils sont obligés de faire n'importe quel travail, que ceci soit malhonnête ou dangereux.

Quant aux filles qui survivent après l'abandon, une fois adopté par une famille Peuhl, il est probable qu'elles resteront avec cette famille en tant que bonnes, et qu'elles finiront par se marier avec un Peuhl. Parfois, il arrive que ces filles gravissent des marches dans l'échelle sociale par le fait de bien choisir leur mari : si un Baatonu tombe amoureux d'une fille Gando, il peut la marier, mais l'inverse est strictement interdit. 'On ne peut pas donner sa fille en mariage à un Gando', nous explique fièrement Mme Soussouni, une femme au

foyer à Bori. Selon elle, les règles traditionnelles sont aussi d'actualité qu'elles l'étaient il y a cent ans. Elle ignore la raison selon laquelle les filles Gando sont plus mariables que les garçons Gando : tout ce qu'elle sait est qu'une famille 'décente' acceptera une belle-fille Gando mais jamais un beau-fils Gando. Elle ne se pose jamais la question : les règles sont là pour être suivies.

Les règles indiquent également que les enfants qui sont différents, mais pas vraiment handicapés, doivent être complètement examinés avant qu'ils puissent être acceptés au sein de la communauté. Par exemple, c'est vraiment problématique si jamais un enfant commence sa dentition dès son huitième mois, ou si la dentition débute par la mâchoire supérieure. Il en est de même pour ceux dont l'accouchement est par le siège ou, dans le cas des filles, si elles sont nées avec une décharge vaginale. En raison de l'ignorance des causes et des différents degrés de défauts ou anomalies congénitales, la sorcellerie est toujours soupçonnée dans tous les cas où le nouveau-né est différent. Dans ces cas d'enfants différents, les parents doivent consulter un guérisseur traditionnel, pendant quel temps l'enfant est éloigné de la famille.

Selon un aîné du village Guirinou, *'l'enfant sera gardé à l'écart de la famille jusqu'à ce que le guérisseur se décide sur son destin : il doit prononcer si l'enfant est un 'bii yon'bou' dangereux ou non. S'il l'est, on doit l'exorciser'*. Ces genres d'exorcisme des 'sorcières' dans la communauté sont souvent la responsabilité d'un groupe de guérisseurs traditionnels, les Bararou. Ils font leurs rituels et ils donnent à l'enfant des breuvages médicinaux jusqu'à ce qu'ils soient contents que les mauvais esprits soient partis. Après ce rituel, les Bararou peuvent choisir soit de garder cet enfant, soit de le laisser rentrer au village, où il sera reçu comme s'il avait un certificat de 'bonne chance'.

Les blancs veulent exproprier notre culture

Notre séjour à N'dali a dû se passer sous prétexte d'une visite familiale aux parents d'un ami. Néanmoins, il a été extrêmement difficile de convaincre les personnes de nous parler des anciennes règles et pratiques au sujet des enfants sorcières. Même le chef de Makom, avec ses cheveux et barbichettes grisonnantes, a répondu sur un ton cinglant à la plupart de nos questions si bien formulées. *'Que dois-je vous*

*dire au sujet de 'bii yon'bou'? C'est notre héritage et nous devons le préserver. Pourquoi voulez-vous savoir? Parce que vous travaillez pour les blancs!'*, nous a-t-il lancé sur un ton accusatoire. Et bien qu'il semblait s'adoucir par la suite, acceptant de nous parler au sujet des rituels ayant affaire aux nouveau-nés orphelins, il continuera d'éviter de nous parler de la pratique d'infanticide. *'Nous expliquons ces choses seulement à nos propres enfants, pas aux étrangers'*, dit-il en conclusion, avant de glisser dans son appartement obscur où jamais une lampe n'est autorisée. *'Si je vous livre tous mes secrets traditionnels, que garderais-je pour moi? Que resterait-il de mon identité?'*

Pendant notre séjour avec le Baatonu, nous craignons de plus en plus que les gardiens des secrets traditionnels pourraient organiser des représailles contre nous, souvent qualifiés d'étrangers fouineurs. Pendant que nous essayons d'interviewer un octogénaire du village de Guilmaro sur ses recollections de l'histoire de son peuple et sur ce qu'elle constate autour d'elle aujourd'hui, nous sentons le regard maléfique quand nous nous rendons chez elle à pied. M. Yataou, notre guide accompagnateur, l'a aussi remarqué. *'On ne peut jamais prédire ce qui pourrait arriver'*, nous dit-il. Il peut arriver qu'on jette un mauvais sort aux 'pillards de la tradition' ou même qu'on les empoisonne à distance avec des potions spéciales qui n'ont pas besoin d'être ingérées pour être mortels.

Quelques minutes plus tard nous recevons une invitation spontanée à déjeuner chez l'un des nos voisins. *'C'est peut-être un piège'*, dit notre guide avec un grand sourire. *'Ils ont une espèce de fil magique invisible qu'on pourrait dissimuler dans votre plat - vous ne verrez rien'*. Nous acceptons l'invitation avec méfiance, mais rien ne nous arrive. Un rapport conjoint du Ministère Béninois de la Protection Sociale et de la Famille et d'UNICEF, publié en janvier 2001, montre que, pour les Baatonu, toute déviance - partant des anomalies de la dentition aux vrais handicaps - est l'équivalent de la maladie et l'incapacité. Selon ce rapport, *'toute déviance de ce qui est la norme est considéré pathologique, et ceci menace l'ordre de la société. Pour rétablir cet ordre, il faut 'réparer' quelque chose.*



À part le fait de 'résoudre' le problème des enfants faibles et handicapés, en combattant les 'déviations', les Baatonu semblent résister à toute évolution possible de leur société extrêmement patriarcale et conservatrice afin qu'une nouvelle génération ne pourra jamais rattraper ou déranger les aînés, ni leur 'manière d'être'. *'Cette fierté sociale conservatrice tient une poignée ferme sur les pratiques comportementales et traditionnelles locales'*, explique le socio-anthropologue Moussa Tamou Yatou, ajoutant que, traditionnellement, les guérisseurs et les voyants spirituels sont considérés comme les représentants physiques de dieu. Ils guident et commandent la communauté entière, y compris même les chefs et les rois. Ils 'expliquent' toutes les choses que la communauté ne comprend pas, et prennent toutes les décisions une fois que la communauté se trouve confronté à de tels phénomènes, ou par n'importe quelle situation difficile.

La seule 'science' d'importance, donc, est la science traditionnelle, et les 'scientistes' ont un vif intérêt de préserver la situation telle qu'elle est. Après tout, leur revenu est les marchandises que la communauté leur paye en dépendent. Et il n'est donc pas étonnant qu'ils se sentent menacés une fois confronté aux 'étrangers et aux blancs' qui veulent voler 'les secrets'.

Selon Moussa Yatou, le fait que les sociétés Baatonu n'ont toujours pas été touchés par la modernité représente une situation inextricable: plus qu'ils traînent derrière le reste du monde, plus ils se sentent menacés, plus ils résistent à la modernité et à la science. Mais la science moderne pourrait naturellement aider à expliquer un grand nombre de malformations maintenant considérées comme des 'signes d'ensorcellement', y compris la raison pour laquelle il semble y avoir un nombre important d'enfants handicapés nés dans les régions Baatonu. Guidés par le conservatisme et la fierté ethnique, les Baatonu favorisent le mariage entre parents, avec comme résultat un tout petit patrimoine héréditaire qui est probablement à la cause de ce nombre important d'enfants nés avec des défauts.

Selon le rapport 2005-2006 du Centre Régional de l'Agriculture, dans les communautés de Bembereke et Sinendé, au nord ouest du Bénin, les Gando font presque 30 % de la population de la communauté, ce qui

pourrait signifier que le nombre d'enfants extrêmement handicapés qui ont été tués est largement plus grand. Certains guérisseurs traditionnels convertis qui habitent actuellement à N'dali ont constaté aux ONG que, d'habitude, le nombre d'enfants handicapés tués est plus grand que celui d'enfants 'purifiés' et transformés en Gando.

La modernité pourrait certainement mettre à jour les Baatonu au sujet de la science génétique moderne, en particulier du besoin d'un patrimoine héréditaire plus grand. Le dépistage de grossesse et autres services de santé pourraient également engendrer la discussion au sein de cette communauté au sujet des risques des défauts de naissance, ainsi que sur d'autres infrastructures médicales possibles, grâce à la médecine moderne, dans le cas d'un fœtus sévèrement handicapé.

Néanmoins, au jour d'aujourd'hui, même si on trouve un hôpital à Bori, les Baatonu se méfient toujours de la modernité. Leur village reste encore sur la liste des zones enclavées du Bénin. On ne peut même pas acheter les journaux ici et, comme nous l'avons appris sur le terrain, ces habitants ne font pas du tout confiance aux agents du développement qui veulent changer leur manière de vie. *'Le changement au niveau du comportement des gens n'est pas pour demain ici'*, nous indique un aîné de la commune de Sinendé. *'Les enfants sorciers pourraient continuer à être tués clandestinement, peu importe ce qu'en pensent les ONG et les pouvoirs publics. Si on ne les tue pas, nous libérons les mauvais esprits dans la communauté'*.

Quoi qu'ils soient éloignés du reste du monde, les Baatonu ont la radio, à travers laquelle ils écoutent sans doute les messages de sensibilisation pour l'éradication de la pratique de l'infanticide, ainsi qu'un nouveau phénomène, 'les droits de l'enfant'. On espère aussi que les programmes d'information sur les mesures juridiques contre ceux qui sont coupables de l'infanticide auront un effet dissuasif.

Mais peut-être l'un des acteurs les plus efficaces reste jusqu'à présent le Père Bio Sanou. Il parcourt la communauté Baatonu à la recherche des enfants et de nouveau-nés qui sont en danger d'être tués ou rejetés par sa communauté d'origine. Si possible, il adopte les enfants et les amène à un lieu sûr, où il y a

des initiatives pour faciliter la prise en charge de ces enfants. Parfois, il arrive à inscrire un enfant à l'école, même à l'université. 'Je retourne donc au village d'origine avec 'l'enfant sorcier' adulte et je le présente

au villageois en demandant : vous voyez ce médecin ou cet avocat ? C'est bien lui que vous vouliez tuer', témoigne le Père Bio Sanou.

FAIR GRANTS INVESTIGATIONS 2007

